

Contre Attaque Scène insolite ... mais qui en parle dans les médias ... (vu sur jt France2)

**VILLENEUVE-SAINT-GEORGES : 11
POLICIERS MUNICIPAUX EN GARDE À VUE
POUR DES FAITS DE VIOLENCES**



Une scène insolite et rarissime dans le Val-de-Marne : les locaux de la police municipale de Villeneuve-Saint-Georges perquisitionnés par leurs collègues... de la Police Nationale ce mercredi 8 avril. Un combat inédit et fratricide entre porcs. 11 policiers municipaux ont donc été arrêtés puis placés en garde à vue dans différents commissariats du département. Il s'agit de plus de la moitié des effectifs de cette unité de la ville. La maire LR de Villeneuve-Saint-Georges, Kristell Niasme, «prône une politique sécuritaire, dont l'une des principales mesures a été la hausse des effectifs de policiers municipaux, passés de quatre à dix-sept» comme le révèlent nos confrères de l'Humanité. Les agents sont

soupçonnés par les enquêteurs «de violences aggravées, faux en écriture, violations de domicile, vol ou encore dégradation». Ces pratiques mafieuses n'ont rien à envier aux fonctionnaires assermentés de l'État. Les voyous sont en uniforme.

Mais avant de rentrer dans les détails, souvenez-vous de la polémique qui a visé pendant des jours le maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko. Ce dernier avait décidé de retirer le Lanceurs de balles de défense de sa police municipale. Une mesure timide, mais juste. Insupportable pour BFM, Cnews et France Info qui en avaient fait un scandale médiatique considérable. À l'inverse, le fait que plus de 50% des agents d'une unité de police municipale de droite soit arrêtés pour des actes criminels ne fait quasiment aucun bruit, n'est pas à la Une des plateaux télé, et aucun éditorialiste ne lance de débat sur la dangerosité des polices municipales, ou leur armement de plus en plus offensif.

À Villeneuve-Saint-Georges, une série de plaintes a donc forcé les enquêteurs de la police nationale à intervenir. Une victime raconte aux journalistes de France 3 un déferlement de violence un soir de janvier 2026 après un match de football : «Ils m'ont frappé à l'intérieur, dans le bar. Ils m'ont taser». Elle assure avoir reçu entre dix et quinze décharges de pistolet à impulsion électrique dans les toilettes d'un bar. Électrocuter une personne à plusieurs reprises est un acte de torture, et donc en principe un crime passible de la cour d'assise.

Pour rappel, le Taser tue chaque année. Cette arme qui envoie des décharges de plus de 50.000 volts et 2 milliampères par cycle de 5 secondes est en dotation chez les effectifs de la gendarmerie nationale depuis 2004 et de police nationale depuis 2008. C'est aussi en 2008 que le gouvernement Fillon de Nicolas Sarkozy autorise les polices municipales à acquérir les Taser. Aujourd'hui, on retrouve donc cette arme létale dans les mains de simples policiers municipaux.

Les politiques sécuritaires de plus en plus droitières des mairies, du Parti Socialiste au Rassemblement National, militarisent à marche forcée leurs agents. À la mairie de Béziers, dirigée par l' élu d'extrême-droite Robert Ménard, la municipale est équipée d'armes à feu depuis des années, et beaucoup d'autres mairies, y compris «de gauche», l'ont imitée. Fin 2025, Robert Ménard créait une unité spéciale municipale "anti-stup". Gilets tactiques, casques anti-émeute, armes et véhicules : un copier-coller des brigades anti-gang de la police nationale. Les policiers municipaux, parfois qualifiés de «police de proximité», qui étaient encore rares et sans armes il y a 20 ans, ressemblent désormais à des soldats en guerre qui font régner la terreur dans certains quartiers populaires.

Une photo du quotidien Le Parisien montre d'ailleurs des policiers

de Villeneuve-Saint-Georges avec un LBD en main, des gilets pare-balles, la mention «Brigade cynophile» – comme si des agents municipaux avaient besoin de chiens d'attaque – et des cranes rasés à blanc avec un tatouage douteux. Une autre capture un agent cagoulé avec un chien en laisse. Le compte Instagram de la ville de Villeneuve-Saint-Georges, très actif, publie chaque semaine des vidéos et photos d'arrestations, de fouilles et de descentes avec des chiens de la police municipale. Ambiance.

Conséquence logique, les sociétés de sécurité privées et les polices municipales sont de plus en plus mises en cause dans des affaires de violences. C'est la suite directe de cette militarisation d'agents des mairies. L'affaire Villeneuve-Saint-Georges le prouve : il faut désarmer la police.